

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (1978)  
**Heft:** 453

**Artikel:** Cincera parmi nous  
**Autor:** [s.n.]  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1027128>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 25.01.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

dance du matériel de guerre, 2750 rampants et autres au Service des aérodromes militaires, etc., sans oublier 138 « brosseurs d'officiers dans les écoles et les cours », qu'on pourrait tout aussi bien appeler ordonnances.

On peut aussi faire des comparaisons plus ou moins raisonnables : la protection de l'environnement a coûté 239 millions l'an dernier, soit trente millions de plus que la protection civile ; le Musée national et la Police des étrangers ont un budget analogue, approchant les 6 millions de francs. Dans l'ordre, les administrations les plus coûteuses sont : l'Office fédéral des assurances sociales (2,8 milliards), le Service des routes et des digues (1,3 milliard), le Groupement de l'armement, l'Office des transports et la Division de l'agriculture (1,2 milliard chacun). A noter que l'Office de l'économie énergétique couvre une bonne partie de ses dépenses (6 575 000 francs, dont

388 000 pour les économies d'énergie) par des recettes (4,1 millions, dont 2,55 millions à titre de « remboursements de frais des installations atomiques et 1,4 million de taxes pour permis d'exportation d'énergie électrique »).

#### **Voyez vous-même**

Arrêtons là ces zig-zag à travers le Compte d'Etat. Vous pourrez toujours y consacrer, par exemple, un dimanche après-midi de pluie. A défaut d'intérêt pour les dessous de Dame Helvétie, vous avez aussi les comptes de l'Etat (Canton ou République) qui est le vôtre ou encore, les plus concrets et distrayants de tous, ceux de votre commune. Et si tant de saines lectures ne vous rassurent ni ne satisfont votre curiosité, c'est que vous êtes un inquiet ou un maniaque — de toute façon un malade. Puisqu'on vous dit qu'on est bien gouverné.

## **Cincera parmi nous**

— Votre activité est donc exactement la même qu'avant l'affaire Cincera ?

— Bien sûr, c'est tout à fait clair.

— Mais c'est pourtant exactement ce que vous reprochez aux régimes de l'Est. Chacun surveille son voisin.

— Là-bas, c'est l'Etat qui surveille. Il nomme des gens pour surveiller les autres. Pour moi, il s'agit de se confronter avec l'avis des autres.

Ainsi parlait Cincera en juin dernier (répondant aux questions d'un journaliste de « Tat »). Le moins qu'on puisse dire est qu'il ne cachait pas son jeu. Il avait fallu pourtant une action spectaculaire du Manifeste Démocratique (1000 membres avant l'« affaire », 3000 environ aujourd'hui dans toute la Suisse) pour mettre à jour — autant que faire se pouvait — les activités du lieutenant-colonel et pour révéler le contenu de ses archives stockées à la Englischviertelstrasse 32, à Zurich. Des milliers de personnes fichées, des renseignements accumulés sur la vie privée de centaines de

prétendus « gauchistes », des documents qui parviennent au maniaque de la subversion intérieure en violation du secret de fonction et des secrets bancaire et militaire, des informations glânées çà et là par des mouchards. En filigrane, des relations privilégiées de détective complaisant à patrons soupçonneux, des connivences douteuses avec des membres d'administrations publiques, dans tous les milieux des complicités renforcées petit à petit par le troc d'informations sordides. Une toile d'araignée, un fichier où se fige un passé de ragots, d'à-peu-près, de données partielles et partiales, toujours à disposition pour justifier un licenciement, un renvoi, une préférence, un blâme, une mise sous surveillance discrète. Mais Cincera persévère !

#### **Toujours en cour**

Ainsi parlait donc Cincera en juin dernier, et depuis, Manifeste Démocratique a publié un bilan aussi complet de ses activités, « Dossier Cincera », des membres de Manifeste Démocratique ont été condamnés à des peines de prison avec sursis à

une rapidité exemplaire, le président de Manifeste Démocratique, Dieter Grünenfelder, a perdu son poste d'instituteur à Embrach près de Zurich bien que les parents de ses élèves soient intervenus en sa faveur, la justice (mis à part une condamnation récente d'un informateur) a mis un zèle particulier à ne rien faire contre les amis de Cincera (quatre documents qui accusent directement Cincera sont restés enterrés pendant treize mois dans les tiroirs de la justice zurichoise jusqu'à ce qu'une intervention énergique du Manifeste Démocratique les fasse parvenir à l'auditeur en chef de l'armée, où ils ont disparu dans un autre tiroir...), en octobre de l'année dernière, deux mouchards de Cincera ont publié leurs « souvenirs » (nous en avons donné de larges extraits dans ces colonnes) et finalement on découvrait que l'ordinateur du Département militaire fédéral Midonas avait travaillé étroitement avec le lieutenant-colonel Cincera jusqu'au printemps 1976. Mais Cincera persévère donc, et il fêtera ses cinquante ans le 14 mai, toujours en cour au Parti radical, toujours innocent pour les tribunaux, toujours en voie d'être « promu » colonel.

Il valait donc la peine de traduire pour les Romands l'essentiel des documents accumulés en près de vingt mois : vous les trouverez aux Editions Que faire (adresse utile : Librairie Que faire, place des Grottes 1, à Genève). On se remettra ainsi en mémoire les soutiens de Cincera en Suisse romande. Des groupes de droite tels que Action Liberté et Responsabilité qui publiait notamment dans « 24 Heures », le 9 décembre 1976, avec la caution de ses membres, le directeur général de Suchard, Henri Parel, et les radicaux genevois Lise Girardin et Fernand Corbat, une page publicitaire plaidant la cause du délateur zurichois : « ... nombreux sont les lecteurs de la présente annonce qui sont enregistrés sur une fiche d'organisation d'extrême gauche ; vous aussi peut-être, ce qui fait de vous un « aspirant potentiel à la Sibérie » ; quand le Manifeste Démocratique pénétrera-t-il chez vous par effraction ? »